

# Reconstruire en éveillant les esprits

Quatre ans après le séisme qui a frappé Haïti, la reconstruction se poursuit. Rencontre avec des ingénieurs haïtiens travaillant pour la Direction du développement et de la coopération (DDC), et visite d'un chantier

**me** Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre meurtrier secoua la région de Port-au-Prince. Depuis 4 ans, tant bien que mal, le pays se reconstruit. Plusieurs projets de construction d'écoles sont notamment en cours, après que 1300 d'entre elles, sur les quelque 280 000 bâtiments, se soient effondrés lors du séisme.

« Pour la majorité des Haïtiens, le tremblement de terre est une punition de Dieu. Construire mieux n'a donc pas grand sens pour eux. » Malgré ce constat implacable, Stanley Daniel, jeune ingénieur haïtien, n'en perd pas moins espoir dans la reconstruction de son pays. Pour mémoire, le 12 janvier 2010, à 16h53, un séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter a tué plus de 220 000 personnes, blessé 300 000 autres et laissé 1,5 million d'habitants sans abri. Des chiffres qui définissent l'entendement, tout comme le déferlement d'une multitude d'ONG sur un territoire deux fois plus petit que la Suisse. Des promesses de dons et des projets en pagaille, pour une aide humanitaire qui, si elle a permis d'alléger provisoirement des souffrances, s'est révélée incapable d'amorcer des changements plus structurels et contribuer ainsi de manière efficace au relèvement du pays. Quatre ans plus tard, la plupart de ces organisations se sont retirées. Les bidonvilles continuent de s'étendre, 80% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, et quelque 170 000 personnes sont toujours logées dans des camps. Si les traces du tremblement de terre ne sont plus criantes, quelques ruines témoignent encore de la tragédie. Au cœur de la capitale, Port-au-Prince, dans le sein éventré de la cathédrale Notre-Dame, des arbres ont poussé...

**De mauvaises habitudes**  
Les décombres du Palais présidentiel ont quant à eux disparus, comme la majorité des gravats de milliers de bâtiments détruits. « Il a fallu plus de deux ans pour débayer. Puis la reconstruction a commencé timidement », explique Lelio Pierre, ingénieur haïtien. « Le problème, c'est que les gens reprennent leurs mauvaises habi-

tudes. » Les maisons sont reconstruites souvent par les habitants eux-mêmes, sans architecte ni ingénieur, ou par des promoteurs crapuleux qui érigent des bidonvilles, sans infrastructures adéquates pour l'approvisionnement en eau et en électricité. « Il faut davantage de réglementation de la part de l'Etat », estime l'ingénieur Pascal Louis, pour qui un nouveau tremblement de terre est toujours possible. « Dans 20 ou 100 ans, ou... demain. » Malgré la faille qui traverse Port-au-Prince, le risque sismique n'est généralement pas pris en compte par les constructeurs. Peut-être parce que le dernier tremblement de terre d'envergure date de plus d'un siècle. Ou parce que les séismes s'inscrivent comme des tragédies de plus dans l'histoire tourmentée d'Haïti, marquée par l'esclavage, les dictatures et les invasions étrangères, sans compter les ouragans qui s'abatent chaque année sur l'île. Son peuple, dix millions de personnes dont un tiers dans la capitale, se relève pourtant à chaque coup de sort. « La force de l'Haïtien, c'est qu'il oublie vite », assène Stanley Daniel, avant d'ajouter toutefois: « Sauf celui qui a perdu quelqu'un. »

**Un pas vers le changement**  
Reste que des programmes de reconstruction respectant les normes internationales existent. En charge des chantiers de deux écoles pour l'aide humanitaire suisse de la DDC, les yeux de Stanley Daniel brillent quand il parle de ce projet pas comme les autres. « C'est un grand pas vers le changement. C'est fantastique de construire dans les règles de l'art, avec un système simple qui tienne compte des modes opératoires locaux. En ce sens, le tremblement de terre nous a donné l'opportunité de présenter les problèmes et de renforcer les normes. » Il s'agit aussi de consolider l'Etat haïtien, étroitement associé à ce projet devenu une référence. Les plans types tiennent compte notamment des risques sismiques et cycloniques. Et privilégient une aération et une lumière naturelles qui font dire, plus symboliquement à Stanley Daniel: « C'est un pas vers le futur. Car construire des écoles aussi ouvertes architecturalement, c'est permettre à des milliers de jeunes de penser plus clair. Dans le subconscient, je suis certain que ça éveille les esprits. »

**De la gestion d'un chantier**  
Sur le terrain, construire reste un défi de tous les instants. En cette journée du mois

de mars, une cinquantaine d'hommes sont à pied d'œuvre sur le chantier de l'école publique de Chalon, près de Miragoâne, à deux heures de route de Port-au-Prince. Les seaux remplis de béton passent de main en main. Un ingénieur de l'entreprise en charge du chantier veille à l'édification du mur. À ses côtés, Lelio Pierre relève: « La formation des "boss" (ndlr: mot utilisé à Haïti pour désigner les ouvriers et les artisans) s'améliore, mais le contrôle reste essentiel. Par rapport au béton par exemple, les ouvriers ont tendance à faire le mélange trop liquide. » Plus de la moitié de la main-d'œuvre vient de la région. Une obligation pour l'entreprise haïtienne mandatée par la DDC. Car sans l'engagement du personnel local, le chantier est promis à un sabotage certain. « C'est un moyen de pression des hommes pour être engagés », souligne Stanley Daniel. En outre, l'utilisation de certaines machines est impossible. « Une pompe à béton par exemple ne sera pas acceptée, car elle peut se substituer à une cinquantaine d'hommes », souligne-t-il avant de conclure: « Il faut synchroniser le travail avec le social. C'est l'unique façon d'avancer. » Face au manque chronique d'emplois, des tournus sont même organisés entre plusieurs équipes d'ouvriers sur ce chantier, tous les 15 jours, afin de permettre l'engagement du plus grand nombre.

**Salaire minimum**  
Au moment de la pause, les travailleurs nous prennent gentiment à partie pour se plaindre de leur salaire: 300 gourdes, soit environ 7 francs (le repas de midi en prime). C'est le montant du salaire minimum journalier légal à Haïti, faible au vu du coût de la vie lié aux importations nombreuses des Etats-Unis. « Nous voulons 500 gourdes », lancent plusieurs d'entre eux. A l'évocation des syndicats, les yeux des ingénieurs et des travailleurs se tournent vers le ciel. Preuve de leur absence dans la branche de la construction. Tout comme celle des normes de sécurité. « Lorsque nous annonçons un contrôle, ils ont tous un casque, des bottes et des gants », relève Pascal Louis. « Ils ont donc le matériel, mais ils ne l'utilisent pas. » Un casque pour se protéger du ciel qui tombe sur la tête?

Textes | Aline Andray  
Photos | David Prêtre/Strates

*Avec la construction de l'école de Chalon, c'est toute une infrastructure qui est mise en place pour l'arrivée de l'eau et de l'électricité. Les terrains autour du mur d'enceinte de l'école vont donc prendre de la valeur.*



Sur le chantier de l'École nationale de Chalon, la majorité de la main-d'œuvre vient de la région, et l'utilisation de machines est restreinte. Des mesures nécessaires pour éviter des sabotages de la part de la population, étranglée par l'absence d'emploi.



Lors de contrôles de sécurité, les travailleurs portent des casques et des bottes. Le reste du temps, la notion même de danger semble écartée dans ce pays marqué par les drames, que ce soient les séismes et les ouragans, ou encore les dictatures et la pauvreté chronique.



Les écoles sont construites selon des normes parasismiques et paracycloniques.

## Un appui à l'Etat haïtien

Les écoles de Berquin (ci-dessous) et de Chalon, dans la région de Miragoâne, font partie du « Programme d'appui à la reconstruction des infrastructures scolaires » de l'Aide humanitaire de la DDC en Haïti en partenariat avec le Gouvernement haïtien.



Pour plus d'informations: [www.deza.admin.ch](http://www.deza.admin.ch)